



Ministère des Finances
Canada

Department of Finance
Canada

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Résultats financiers de janvier 2026

Canada

©Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par le ministre des Finances et du Revenu national, 2026
Tous droits réservés

Toute demande de permission pour reproduire ce document
en tout ou en partie doit être adressée au
ministère des Finances Canada.

This publication is also available in English.

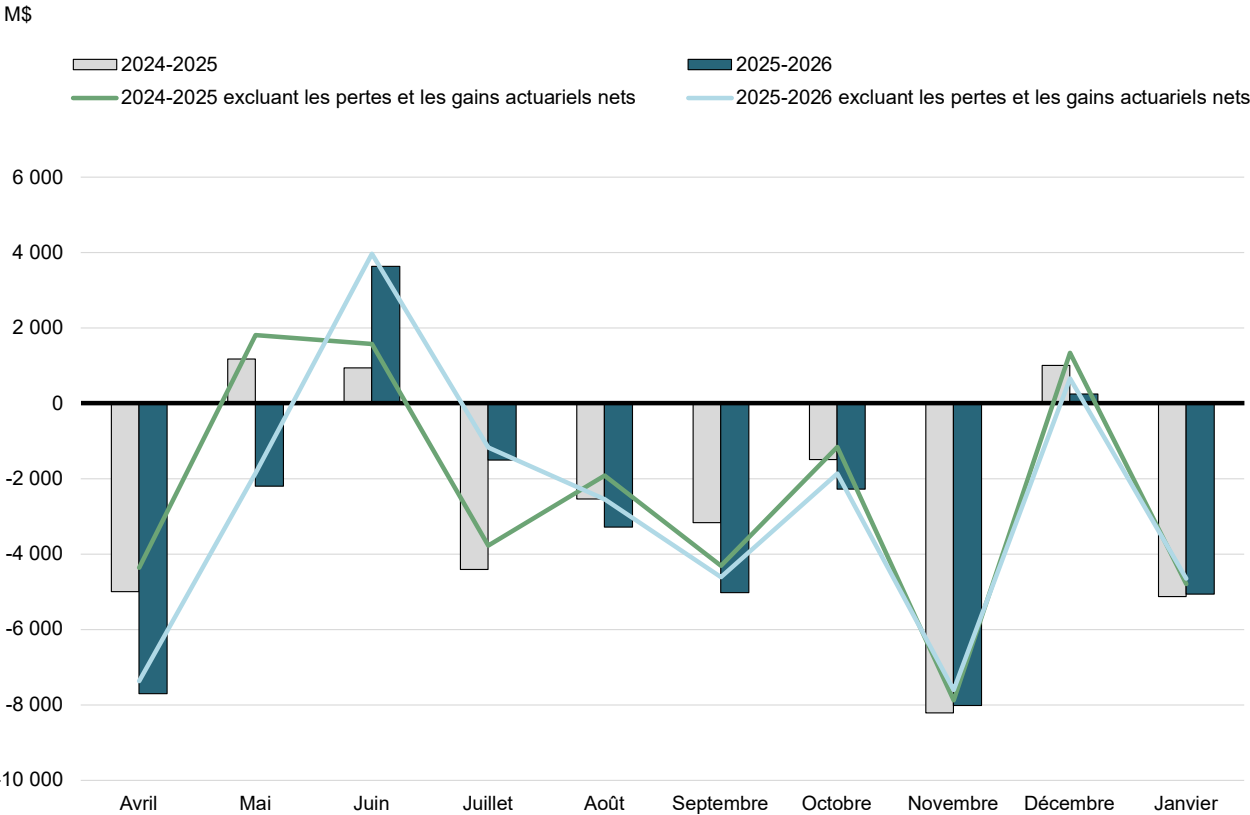
No de cat. F12-4F-PDF
ISSN 1487-0142

Faits saillants

Janvier 2026

Le mois de janvier 2026 s’est soldé par un déficit budgétaire de 5,1 milliards de dollars, ce qui est comparable au déficit de 5,1 milliards de dollars enregistré en janvier 2025. Le déficit budgétaire avant les pertes et les gains actuariels nets se chiffrait à 4,7 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 4,8 milliards de dollars pour la même période en 2024-2025. Le solde budgétaire avant les pertes et les gains actuariels nets a pour but de compléter le solde budgétaire traditionnel afin de rendre les rapports financiers du gouvernement plus transparents, en isolant l’incidence de l’amortissement des pertes et des gains actuariels nets découlant de la réévaluation des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés du gouvernement.

Graphique 1
Solde budgétaire mensuel et solde budgétaire excluant les pertes et les gains actuariels nets



Comparativement à janvier 2025 :

- Les revenus ont diminué de 1,5 milliard de dollars (3,5 %), ce qui s'explique en grande partie par la baisse des revenus tirés de la taxe sur les produits et services (TPS) et des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés, compensée en partie par la hausse des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers.
- Les charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes ont diminué de 1,8 milliard de dollars (4,1 %), principalement en raison de la baisse des produits issus de la tarification de la pollution retournés aux particuliers, sous l'effet de l'élimination progressive des paiements de la Remise canadienne sur le carbone à la suite de l'élimination de la redevance fédérale sur les combustibles à compter du 1^{er} avril 2025, ainsi qu'en raison de la baisse des charges de programmes directes. Ces baisses ont été compensées en partie par une hausse des principaux transferts aux particuliers.
- Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (3,1 %), en raison de la hausse des taux d'intérêt effectifs moyens et de l'encours des obligations négociables, compensée en grande partie par la baisse des taux d'intérêt sur les bons du Trésor.
- Les pertes actuarielles nettes ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (23,9 %) en raison de l'amortissement des pertes découlant des évaluations actuarielles des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés du gouvernement préparées pour les *Comptes publics du Canada 2025*, compensé en partie par la fin de l'amortissement de certaines pertes actuarielles nettes d'exercices antérieurs.

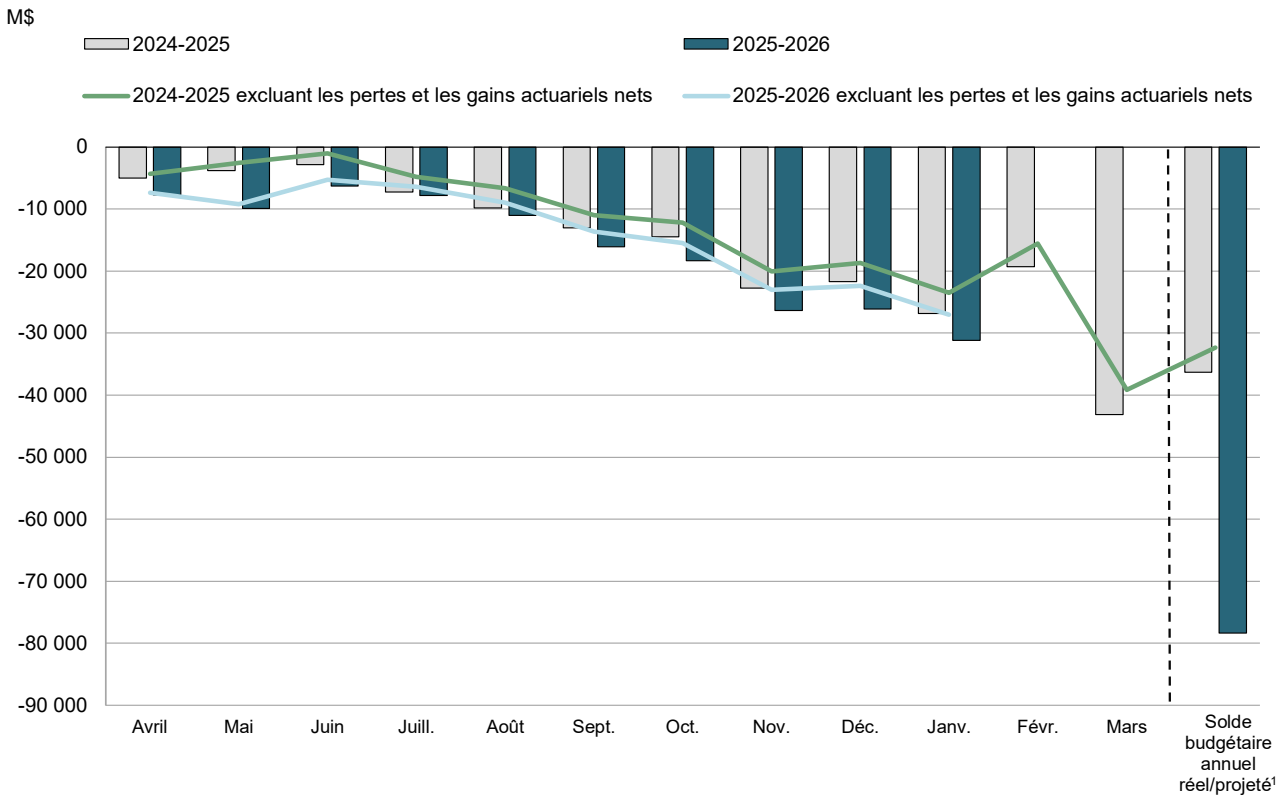
Avril 2025 à janvier 2026

Le gouvernement a affiché un déficit budgétaire de 31,2 milliards de dollars pour la période d'avril 2025 à janvier 2026 de l'exercice 2025-2026, par rapport à un déficit de 26,8 milliards de dollars pour la même période de 2024-2025. Le déficit budgétaire avant les pertes actuarielles nettes s'établissait à 27,1 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 23,5 milliards de dollars pour la période d'avril à janvier de l'exercice 2024-2025.

Comparativement à 2024-2025 :

- Les revenus ont augmenté de 6,2 milliards de dollars (1,6 %), ce qui s'explique en grande partie par l'augmentation des droits de douane à l'importation découlant des contre-mesures imposées en réponse aux droits de douane américains, ainsi que par l'augmentation des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés et des particuliers. Ces hausses ont été compensées en partie par une diminution des produits issus de la tarification de la pollution à retourner aux particuliers et par une baisse des revenus tirés de la TPS.
- Les charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes ont augmenté de 9,9 milliards de dollars (2,6 %), sous l'effet de l'augmentation des charges de programmes directes, des principaux transferts aux particuliers et des principaux transferts aux provinces, aux territoires et aux municipalités, compensée en partie par l'élimination progressive de la Remise canadienne sur le carbone.
- Les frais de la dette publique ont diminué de 0,1 milliard de dollars (0,3 %), sous l'effet de la baisse des taux d'intérêt à court terme sur les bons du Trésor et des intérêts nets sur les opérations de swap de devises et les autres passifs, qui a été compensée en grande partie par l'augmentation des taux d'intérêt effectifs moyens et de l'encours des obligations négociables ainsi que les rajustements plus élevés apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'indice des prix à la consommation.
- Les pertes actuarielles nettes ont augmenté de 0,8 milliard de dollars (23,9 %), en raison à la fois de l'amortissement des pertes découlant des évaluations actuarielles des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés du gouvernement au 31 mars 2025, compensé en partie par la fin de l'amortissement de certaines pertes actuarielles nettes d'exercices antérieurs.

Graphique 2
Solde budgétaire cumulé de l'exercice et solde budgétaire cumulé excluant les pertes et les gains actuariels nets



¹Sources : Rapport financier annuel du gouvernement du Canada de 2024-2025; budget de 2025

Tableau 1
État sommaire des opérations
M\$

	Janvier		Avril à janvier	
	2025	2026	2024-2025	2025-2026
Opérations budgétaires				
Revenus	42 963	41 470	398 587	404 831
Charges				
Charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes	-43 341	-41 565	-376 542	-386 476
Frais de la dette publique	-4 421	-4 558	-45 544	-45 414
Solde budgétaire excluant les pertes actuarielles nettes	-4 799	-4 653	-23 499	-27 059
Pertes actuarielles nettes	-335	-415	-3 350	-4 150
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-5 134	-5 068	-26 849	-31 209
Opérations non budgétaires	2 516	-2 869	-72 964	-51 405
Ressources ou besoins financiers	-2 618	-7 937	-99 813	-82 614
Variation nette dans les activités de financement	15 234	19 075	79 897	94 782
Variation nette de la trésorerie	12 616	11 138	-19 916	12 168
Trésorerie à la fin de la période			46 741	58 308

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Revenus

Au total, les revenus en janvier 2026 se sont chiffrés à 41,5 milliards de dollars, soit une baisse de 1,5 milliard de dollars (3,5 %) par rapport à janvier 2025.

- Les revenus fiscaux ont diminué de 1,4 milliard de dollars (4,2 %) par rapport à la même période en 2024-2025, ce qui s'explique par la baisse des revenus tirés de la TPS découlant de l'Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels, ainsi que la baisse des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés. Ces baisses ont été compensées en partie par la hausse des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers.
- Les produits issus de la tarification de la pollution à retourner aux particuliers ont diminué de 1,0 milliard de dollars (99,1 %), ce qui est attribuable à la fin de l'application de la redevance fédérale sur les combustibles à compter du 1^{er} avril 2025.
- Les revenus tirés des cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,4 milliard de dollars (12,8 %), ce qui s'explique par une augmentation du nombre de personnes en emploi.
- Les autres revenus ont connu une hausse de 0,5 milliard de dollars (12,9 %), sous l'effet d'une augmentation des revenus des sociétés d'État entreprises, compensée en partie par une baisse des revenus d'intérêts et de pénalités.

Les revenus pour la période d'avril à janvier de l'exercice 2025-2026 se sont élevés à 404,8 milliards de dollars, soit une hausse de 6,2 milliards de dollars (1,6 %) par rapport à la même période en 2024-2025.

- Les revenus fiscaux ont augmenté de 12,6 milliards de dollars (3,8 %), comparativement à la même période en 2024-2025, ce qui s'explique par la hausse des droits de douane à l'importation et des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés et des particuliers, compensée en partie par une baisse des revenus tirés de la TPS. L'augmentation des droits de douane à l'importation découle des contre-mesures imposées en réponse aux droits de douane américains.
- Les produits issus de la tarification de la pollution à retourner aux particuliers ont diminué de 9,9 milliards de dollars (102,1 %), ce qui est attribuable à la fin de l'application de la redevance fédérale sur les combustibles.
- Les revenus des cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 1,5 milliard de dollars (6,3 %), sous l'effet d'une augmentation du nombre de personnes en emploi.
- Les autres revenus ont augmenté de 2,1 milliards de dollars (5,5 %), principalement sous l'effet de la hausse des revenus des sociétés d'État entreprises, compensée en partie par la baisse des revenus d'intérêts et de pénalités.

Tableau 2
Revenus

	Janvier		Variation	Avril à janvier		Variation
	2025	2026		2024-2025	2025-2026	
	(M\$)		(%)	(M\$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Particuliers	19 198	21 996	14,6	182 626	189 328	3,7
Sociétés	7 376	6 073	-17,7	69 254	75 327	8,8
Non-résidents	2 470	2 461	-0,4	12 185	12 133	-0,4
Total des rentrées d'impôt sur le revenu	29 044	30 530	5,1	264 065	276 788	4,8
Autres taxes et droits						
Taxe sur les produits et services	4 058	1 180	-70,9	47 230	42 809	-9,4
Taxes sur l'énergie	357	358	0,3	4 567	4 591	0,5
Droits de douane à l'importation	664	638	-3,9	4 723	8 882	88,1
Autres taxes, taxes d'accise et droits d'accise	521	499	-4,2	6 095	6 169	1,2
Total des autres taxes et droits	5 600	2 675	-52,2	62 615	62 451	-0,3
Total des revenus fiscaux	34 644	33 205	-4,2	326 680	339 239	3,8
Produits issus de la tarification de la pollution à retourner aux particuliers	1 003	9	-99,1	9 719	-207	-102,1
Cotisations d'assurance-emploi	3 284	3 705	12,8	23 848	25 344	6,3
Autres revenus	4 032	4 551	12,9	38 340	40 455	5,5
Total des revenus	42 963	41 470	-3,5	398 587	404 831	1,6

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Charges

Pour le mois de janvier 2026, les charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes se sont chiffrées à 41,6 milliards de dollars, soit une baisse de 1,8 milliard de dollars (4,1 %) par rapport à janvier 2025.

- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi, le soutien au revenu lié à la COVID-19 pour les travailleurs ainsi que les prestations pour enfants, ont augmenté de 1,7 milliard de dollars (16,3 %).
 - Les prestations aux aînés ont diminué de 42 millions de dollars (0,6 %).
 - Les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,6 milliard de dollars (27,0 %), en raison de nouvelles mesures qui ont facilité l'accès aux prestations d'assurance-emploi et du calendrier des paiements au titre des ententes sur le développement du marché du travail.
 - Le soutien au revenu lié à la COVID-19 pour les travailleurs a augmenté de 1,0 milliard de dollars (102,5 %), ce qui est attribuable à une baisse du montant révisé des prestations et aux révisions effectuées durant l'exercice visant des réévaluations antérieures.
 - Les prestations pour enfants ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (6,5 %), en partie sous l'effet de l'indexation des prestations aux prix à la consommation, qui prend effet le 1^{er} juillet de chaque année.
- Les principaux transferts aux provinces, aux territoires et aux municipalités ont augmenté de 35 millions de dollars (0,4 %), sous l'effet des hausses prévues par la loi pour le Transfert canadien en matière de santé, le Transfert canadien en matière de programmes sociaux, les transferts au titre de la péréquation et les transferts aux territoires, compensées en grande partie par les différences d'une année à l'autre dans le calendrier des versements au titre des accords de santé avec les provinces et territoires.
- Les produits issus de la tarification de la pollution retournés aux particuliers ont diminué de 2,9 milliards de dollars (97,6 %), en raison principalement de l'élimination structurelle progressive des paiements de la Remise canadienne sur le carbone à la suite de l'élimination de la redevance fédérale sur les combustibles à compter du 1^{er} avril 2025.
- Les charges de programmes directes ont diminué de 0,7 milliard de dollars (3,2 %). Parmi les charges de programmes directes :

- Les autres paiements de transfert ont diminué de 1,1 milliard de dollars (10,8 %), ce qui s'explique par une baisse des paiements de transfert en lien avec les peuples autochtones et l'immigration.
- Les charges de fonctionnement des ministères, des organismes, des sociétés d'État consolidées et des autres entités du gouvernement ont augmenté de 0,4 milliard de dollars (4,0 %), principalement sous l'effet d'une modification de la méthode de comptabilisation des charges pour créances irrécouvrables liées aux impôts à recevoir, qui a fait que des charges ont été comptabilisées plus tôt dans le présent exercice au lieu d'à la période d'après le mois de mars.

Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (3,1 %), en raison de la hausse des taux d'intérêt effectifs moyens et de l'encours des obligations négociables, compensée en grande partie par la baisse des taux d'intérêt sur les bons du Trésor.

Les pertes actuarielles nettes, qui représentent l'amortissement des changements à la valeur des obligations du gouvernement au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés accumulés au cours des exercices antérieurs et les actifs connexes, ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (23,9 %), ce qui s'explique en grande partie par l'amortissement des pertes découlant des évaluations actuarielles préparées pour les *Comptes publics du Canada 2025* et la fin de l'amortissement de certaines pertes actuarielles nettes d'exercices antérieurs.

Pour la période d'avril à janvier de l'exercice 2025-2026, les charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes se sont élevées à 386,5 milliards de dollars, soit une hausse de 9,9 milliards de dollars (2,6 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 7,6 milliards de dollars (7,0 %).
 - Les prestations aux aînés ont augmenté de 1,3 milliard de dollars (1,9 %), en raison principalement de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées.
 - Les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 3,2 milliards de dollars (16,1 %), principalement en raison du taux de chômage plus élevé pendant cette période par rapport à l'année précédente, de même que de nouvelles mesures qui ont facilité l'accès aux prestations d'assurance-emploi.
 - Le soutien au revenu lié à la COVID-19 pour les travailleurs a augmenté de 1,9 milliard de dollars (107,3 %), ce qui est attribuable à une baisse du montant révisé des prestations et aux révisions effectuées durant l'exercice visant des réévaluations antérieures.
 - Les prestations pour enfants ont augmenté de 1,2 milliard de dollars (5,2 %), en partie sous l'effet de l'indexation des prestations aux prix à la consommation.
- Les principaux transferts aux provinces, aux territoires et aux municipalités ont augmenté de 5,0 milliards de dollars (5,8 %), principalement sous l'effet des hausses prévues par la loi au titre du Transfert canadien en matière de santé, du Transfert canadien en matière de programmes sociaux, des transferts au titre de la péréquation et des transferts aux territoires, de même que des différences d'une année à l'autre dans le calendrier des versements au titre des accords de santé et des transferts relatifs au système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants.
- Les produits issus de la tarification de la pollution retournés aux particuliers ont diminué de 10,4 milliards de dollars (72,6 %), principalement sous l'effet de l'élimination structurelle progressive des paiements de la Remise canadienne sur le carbone à la suite de l'élimination de la redevance fédérale sur les combustibles à compter du 1^{er} avril 2025.
- Les charges de programmes directes ont augmenté de 7,7 milliards de dollars (4,6 %). Parmi les charges de programmes directes :
 - Les autres paiements de transfert ont diminué de 1,3 milliard de dollars (1,9 %), ce qui s'explique par différents facteurs, dont une baisse des paiements de transfert en lien avec les peuples autochtones, l'aide en cas de catastrophe, les incitatifs à l'achat de véhicules électriques et l'immigration. Cette baisse a été compensée en partie par la mise en place de paiements de transfert au titre du Régime canadien de soins dentaires et la hausse des contributions au titre de la défense.

- Les charges de fonctionnement des ministères, des organismes, des sociétés d'État consolidées et des autres entités du gouvernement ont augmenté de 9,0 milliards de dollars (9,1 %), en raison d'une hausse des coûts du personnel, d'une modification de la méthode de comptabilisation des charges pour créances irrécouvrables liées aux impôts à recevoir, qui a fait que des charges ont été comptabilisées plus tôt dans le présent exercice au lieu d'à la période d'après le mois de mars, de même que d'une hausse des charges au titre de la défense.

Les frais de la dette publique ont diminué de 0,1 milliard de dollars (0,3 %), sous l'effet d'une baisse des taux d'intérêt à court terme sur les bons du Trésor et des intérêts nets sur les opérations de swap de devises et les autres passifs, compensée en grande partie par l'augmentation des taux d'intérêt effectifs moyens et de l'encours des obligations négociables ainsi que les rajustements plus élevés apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'indice des prix à la consommation.

Les pertes actuarielles nettes ont augmenté de 0,8 milliard de dollars (23,9 %), en raison de l'amortissement des pertes découlant des évaluations actuarielles à jour des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés du gouvernement au 31 mars 2025, compensé en partie par la fin de l'amortissement de certaines pertes actuarielles nettes d'exercices antérieurs.

Tableau 3
Charges

	Janvier			Avril à janvier		
	2025	2026	Variation	2024-2025	2025-2026	Variation
	(M\$)		(%)	(M\$)		(%)
Principaux transferts aux particuliers						
Prestations aux aînés	6 876	6 834	-0,6	67 065	68 328	1,9
Prestations d'assurance-emploi	2 354	2 989	27,0	20 012	23 234	16,1
Soutien au revenu lié à la COVID-19 pour les travailleurs ¹	-969	24	102,5	-1 783	130	107,3
Prestations pour enfants	2 413	2 570	6,5	23 677	24 903	5,2
Total des principaux transferts aux particuliers	10 674	12 417	16,3	108 971	116 595	7,0
Principaux transferts aux provinces, aux territoires et aux municipalités						
Transfert canadien en matière de santé	4 340	4 557	5,0	43 401	45 571	5,0
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	1 409	1 451	3,0	14 091	14 513	3,0
Péréquation	2 104	2 181	3,7	21 044	21 808	3,6
Formule de financement des territoires	351	373	6,3	4 457	4 742	6,4
Système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants	11	182	1 554,5	3 360	4 016	19,5
Fonds pour le développement des collectivités du Canada	177	66	-62,7	2 329	2 431	4,4
Accords en matière de santé avec les provinces et territoires ²	359	8	-97,8	3 196	3 762	17,7
Autres arrangements fiscaux ³	-618	-650	-5,2	-6 469	-6 446	0,4
Total des principaux transferts aux provinces, aux territoires et aux municipalités	8 133	8 168	0,4	85 409	90 397	5,8
Produits issus de la tarification de la pollution retournés aux particuliers ⁴	2 930	69	-97,6	14 293	3 919	-72,6
Charges de programmes directes						
Autres paiements de transfert ⁴	10 481	9 344	-10,8	68 927	67 585	-1,9
Charges de fonctionnement	11 123	11 567	4,0	98 942	107 980	9,1
Total des charges de programmes directes	21 604	20 911	-3,2	167 869	175 565	4,6
Total des charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes	43 341	41 565	-4,1	376 542	386 476	2,6
Frais de la dette publique	4 421	4 558	3,1	45 544	45 414	-0,3
Total des charges excluant les pertes actuarielles nettes	47 762	46 123	-3,4	422 086	431 890	2,3
Pertes actuarielles nettes	335	415	23,9	3 350	4 150	23,9
Total des charges	48 097	46 538	-3,2	425 436	436 040	2,5

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

¹ Le soutien au revenu à la COVID-19 pour les travailleurs inclut la Prestation canadienne d'urgence, la Prestation canadienne de la relance économique, la Prestation canadienne de relance économique pour proches aidants, la Prestation canadienne de maladie pour la relance économique et la Prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement.

² Les accords de santé avec les provinces et territoires incluent les accords bilatéraux relatifs au plan *Travailler ensemble* et les accords bilatéraux pour *Vieillir dans la dignité*. Les fonds restants au titre des accords bilatéraux sur les services de soins à domicile, de soins communautaires, de soins en santé mentale et de traitement contre la toxicomanie ont été intégrés dans ces accords.

³ Les autres arrangements fiscaux comprennent : l'abattement du Québec (recouvrement ayant trait aux allocations pour les jeunes et les paiements de remplacement pour les programmes permanents), qui représente les sommes recouvrées du Québec à l'égard d'un transfert de points d'impôt, les subventions législatives et d'autres éléments.

⁴ Les résultats cumulatifs de l'exercice 2025-2026 ont été rajustés pour tenir compte de la reclassification de paiements de transfert d'une valeur de 413 millions de dollars versés durant la période d'avril à décembre 2025, qui figuraient dans les « Autres paiements de transfert » et sont maintenant classifiés comme « Produits issus de la tarification de la pollution retournés aux particuliers ».

Le tableau suivant présente les charges totales selon les principaux articles de charges.

Tableau 4

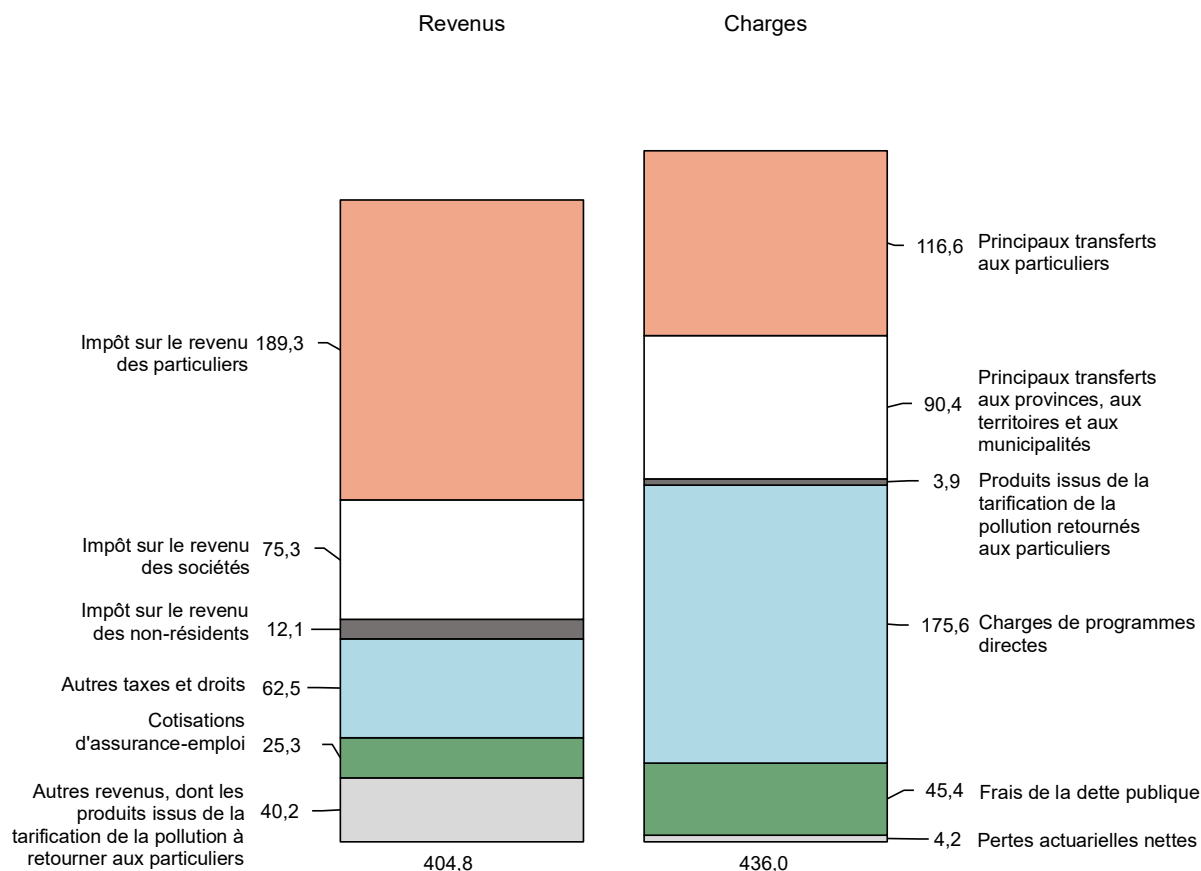
Total des charges, par article de charges

	Janvier		Variation	Avril à janvier		Variation
	2025	2026		2024-2025	2025-2026	
	(M\$)		(%)	(M\$)		(%)
Paielements de transfert	32 218	29 998	-6,9	277 600	278 496	0,3
Autres charges						
Personnel, excluant les pertes actuarielles nettes	6 303	6 342	0,6	59 681	63 619	6,6
Transports et communications	255	230	-9,8	2 499	2 613	4,6
Information	45	50	11,1	332	347	4,5
Services professionnels et spéciaux	1 956	1 791	-8,4	15 927	16 362	2,7
Location	407	392	-3,7	3 731	3 963	6,2
Réparation et entretien	320	395	23,4	2 919	3 248	11,3
Services publics, fournitures et approvisionnements	264	320	21,2	2 688	2 969	10,5
Autres subventions et charges	1 118	1 530	36,9	6 632	10 048	51,5
Amortissement des immobilisations corporelles	448	505	12,7	4 442	4 697	5,7
Perte nette sur cession de biens	7	12	71,4	91	114	25,3
Total des autres charges	11 123	11 567	4,0	98 942	107 980	9,1
Total des charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes	43 341	41 565	-4,1	376 542	386 476	2,6
Frais de la dette publique	4 421	4 558	3,1	45 544	45 414	-0,3
Total des charges excluant les pertes actuarielles nettes	47 762	46 123	-3,4	422 086	431 890	2,3
Pertes actuarielles nettes	335	415	23,9	3 350	4 150	23,9
Total des charges	48 097	46 538	-3,2	425 436	436 040	2,5

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Graphique 3
Revenus et charges (d'avril 2025 à janvier 2026)

G\$



Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Besoins financiers de 82,6 milliards de dollars d'avril 2025 à janvier 2026

Le solde budgétaire est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice, les revenus et les charges de l'État étant constatés au moment où les revenus sont gagnés et les charges sont engagées, peu importe le moment où surviennent les rentrées et les sorties de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou des besoins en espèces découlant des investissements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, dont le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Compte tenu du déficit budgétaire de 31,2 milliards de dollars et des besoins financiers de 51,4 milliards de dollars au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril 2025 à janvier 2026 s'est soldée par des besoins financiers de 82,6 milliards de dollars, comparativement à des besoins financiers de 99,8 milliards de dollars pour la même période de l'exercice précédent.

Tableau 5
Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers
M\$

	Janvier		Avril à janvier	
	2025	2026	2024-2025	2025-2026
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-5 134	-5 068	-26 849	-31 209
Opérations non budgétaires				
Créditeurs, charges à payer et débiteurs	-2 365	3 531	-16 797	-1 780
Régimes de retraite, autres avantages futurs et autres passifs	1 338	1 098	7 791	10 380
Comptes de changes et produits dérivés	5 423	-470	-2 002	3 061
Prêts, placements et avances	-1 391	-6 094	-55 040	-52 215
Actifs non financiers	-489	-934	-6 916	-10 851
Total des opérations non budgétaires	2 516	-2 869	-72 964	-51 405
Ressources ou besoins financiers	-2 618	-7 937	-99 813	-82 614

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Activités nettes de financement en hausse de 94,8 milliards de dollars

Le gouvernement a couvert ces besoins financiers de 82,6 milliards de dollars et augmenté les soldes de trésorerie de 12,2 milliards de dollars en augmentant la dette non échue de 94,8 milliards de dollars. L'accroissement de la dette non échue a principalement été obtenu par l'émission d'obligations négociables.

À la fin du mois de janvier 2026, les soldes de trésorerie s'élevaient à 58,3 milliards de dollars, soit 11,6 milliards de dollars de plus qu'à la fin du mois de janvier 2025.

Tableau 6
Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement
M\$

	Janvier		Avril à janvier	
	2025	2026	2024-2025	2025-2026
Ressources ou besoins financiers	-2 618	-7 937	-99 813	-82 614
Augmentation (+) ou diminution (-) nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	22 102	24 777	61 302	114 410
Bons du Trésor	-907	-4 054	17 614	-13 166
Total des emprunts en dollars canadiens	21 195	20 723	78 916	101 244
Emprunts en devises	-5 942	-1 631	1 228	-6 516
Total des opérations sur la dette contractée sur les marchés	15 253	19 092	80 144	94 728
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	-19	-17	-247	54
Variation nette dans les activités de financement	15 234	19 075	79 897	94 782
Variation de la trésorerie	12 616	11 138	-19 916	12 168
Trésorerie à la fin de la période			46 741	58 308

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Dettes fédérales

La dette fédérale, ou le déficit accumulé, correspond à l'écart entre le total des passifs et le total des actifs du gouvernement. La variation d'une année sur l'autre du déficit accumulé reflète le solde budgétaire auquel s'ajoutent les gains et les pertes de réévaluation.

Les gains et pertes de réévaluation comprennent :

- les changements à la valeur marchande des produits dérivés, comme les accords de swap et les contrats à terme sur devises, auxquels le gouvernement a recours pour gérer les risques financiers;
- certains gains et pertes non réalisés sur instruments financiers et certains gains et pertes actuariels liés aux pensions et autres avantages futurs des employés déclarés par les sociétés d'État consolidées, les sociétés d'État entreprises et les autres entreprises publiques.

Les gains et les pertes de réévaluation ne sont pas pris en compte dans le solde budgétaire, mais sont plutôt imputés directement au déficit accumulé.

Le déficit accumulé a augmenté de 31,6 milliards de dollars entre avril 2025 et janvier 2026, en raison du déficit budgétaire de 31,2 milliards de dollars et des pertes de réévaluation nettes de 0,4 milliard de dollars.

Tableau 7
État condensé de l'actif et du passif
M\$

	31 mars 2025	31 janvier 2026	Variation
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	259 725	262 385	2 660
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	1 169 397	1 283 807	114 410
Bons du Trésor	282 252	269 086	-13 166
Total partiel	1 451 649	1 552 893	101 244
Payable en devises	29 557	23 041	-6 516
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	4 681	4 735	54
Total de la dette non échue	1 485 887	1 580 669	94 782
Régimes de retraite et autres passifs			
Régimes de retraite du secteur public	162 746	154 801	-7 945
Autres avantages futurs pour les employés et les anciens combattants	213 667	230 872	17 205
Autres passifs	7 031	7 247	216
Total des régimes de retraite et autres passifs	383 444	392 920	9 476
Total de la dette portant intérêt	1 869 331	1 973 589	104 258
Passif des comptes d'opérations de change	47 697	46 308	-1 389
Produits dérivés ¹	5 583	2 424	-3 159
Total des passifs	2 182 336	2 284 706	102 370
Actifs financiers			
Trésorerie et créances	281 394	298 002	16 608
Actifs des comptes d'opérations de change	201 362	192 935	-8 427
Produits dérivés ¹	1 752	14	-1 738
Prêts, placements et avances (après déduction des provisions) ²	278 520	332 864	54 344
Actifs des régimes de retraite du secteur public	25 722	24 818	-904
Total des actifs financiers	788 750	848 633	59 883
Dette nette	1 393 586	1 436 073	42 487
Actifs non financiers	127 102	137 953	10 851
Dette fédérale (déficit accumulé)	1 266 484	1 298 120	31 636

Nota : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

¹ Le solde net des actifs et passifs dérivés au 31 janvier 2026 comprend des pertes nettes de réévaluation de 2,6 milliards de dollars provenant du changement à leur valeur marchande pendant la période d'avril 2025 à janvier 2026.

² Le montant du 31 janvier 2026 comprend des gains nets de réévaluation de 2,1 milliards de dollars provenant des sociétés d'État entreprises et d'autres entreprises publiques, ainsi que des variations de la juste valeur des placements détenus par les sociétés d'État consolidées, pour la période d'avril 2025 à janvier 2026.

Nota

1. *La revue financière* est un rapport sur les résultats financiers consolidés du gouvernement du Canada préparé tous les mois par le ministère des Finances Canada. Le gouvernement est déterminé à publier *La revue financière* en temps opportun conformément aux Normes spéciales de diffusion des données Plus du Fonds monétaire international, qui sont conçues pour promouvoir la transparence des données des pays membres et favoriser le développement de systèmes statistiques rigoureux.
2. Les résultats déclarés dans *La revue financière* sont tirés des comptes du Canada tenus par le receveur général. C'est le même système qui sert à préparer chaque année les Comptes publics du Canada.
3. *La revue financière* est généralement préparée conformément aux conventions comptables servant à préparer les états financiers consolidés annuels du gouvernement, qui sont résumés dans la section 2 du volume I des Comptes publics du Canada accessibles sur le site Web de Services publics et Approvisionnement Canada.
4. Les résultats financiers présentés dans *La revue financière* n'ont pas fait l'objet d'un audit ou d'un examen par un auditeur externe.
5. Il peut y avoir une importante variation des résultats mensuels en raison du calendrier des rentrées et de la constatation des charges. Par exemple, une grande part des dépenses du gouvernement est habituellement consignée dans l'édition de mars de *La revue financière*.
6. Les résultats d'avril à mars présentés dans *La revue financière* ne constituent pas les résultats définitifs pour l'ensemble de l'exercice. Les résultats définitifs, publiés dans les Comptes publics du Canada annuels, intègrent les ajustements de fin d'exercice apportés après le mois de mars, une fois que des renseignements additionnels sont connus, dont la comptabilisation des revenus fiscaux en fonction des cotisations établies à l'égard des déclarations de revenus ainsi que les ajustements relatifs à l'évaluation des actifs et des passifs. Les ajustements apportés après le mois de mars peuvent aussi comprendre la comptabilisation de mesures déjà annoncées dans le budget qui sont consignées une fois que la loi d'exécution pertinente reçoit la sanction royale.
7. Le tableau 7, État condensé de l'actif et du passif, est inclus dans *La revue financière* mensuelle après la mise au point et la publication des résultats financiers du gouvernement de l'exercice précédent, habituellement à l'automne.

Nota – Sauf indication contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec Gina Clark à l'adresse suivante : gina.clark@fin.gc.ca.

Mars 2026